



## **P.C.R.P. : compte-rendu de l'audience du 14/10/2016**

En réponse à la sollicitation de Solidaires Finances Publiques 13 au sujet de la mise en place du Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine (P.C.R.P.), notamment lors du dernier C.H.S.-C.T., la Direction régionale a reçu l'intersyndicale (Solidaires, C.G.T., F.O.) vendredi 14 octobre. Étaient présents M CASABIANCA (Pôle fiscal), M BLANCO (Pôle Pilotage et Ressources), M RACOUCHOT (Division de l'immobilier et des conditions de travail), M BRIOUDE (Division du contrôle fiscal) et M OUILAT (Responsable du P.C.R.P.) pour la Direction.

Prévue au 1<sup>er</sup> septembre, l'installation du P.C.R.P. ne se fera finalement que début décembre.

Solidaires Finances Publiques a dénoncé la légèreté avec laquelle cette opération a été conduite. Après avoir rappelé le manque de visibilité que déplorent les agents quant à la mise en place de cette nouvelle structure, nous avons abordé, en premier lieu, la question des missions. La Direction, dans un discours se voulant rassurant, a confirmé que la polyvalence ne viendrait qu'avec le temps, sur la base du volontariat seulement. Le respect des spécialités de chacun ne serait pas remis en cause ; les limites des périmètres de chacun allant être clairement définies. L'objectif demeure d'arriver à une corrélation et à une mutualisation progressives des connaissances. Des stages seront organisés « *afin de permettre à chacun de connaître les missions de l'autre pour un meilleur échange* »... : l'échange oui, la polycompétence forcée non ! Il est nécessaire que la Direction offre du temps, de la visibilité et donc de la sérénité aux collègues déstabilisés par cette profonde remise en cause de leurs méthodes de travail. Le couac technique de l'habilitation sur Alpage via MAdRHas (Module d'AdministRation des Habilitations) et le pack applicatif d'Agora est en voie de résolution.

Lors de la mise en place du PCR, le transfert de charges de la FI vers les Pôles Enregistrement (FI3S) dégrade encore plus les conditions de travail des agents de ces pôles, services sacrifiés en vue des prochaines restructurations. La Direction se réserve si nécessaire la possibilité d'« *opérations coup de poing* » consistant en l'allocation ponctuelle d'un collègue du P.C.R.P. vers un Pôle Enregistrement qui sera chargée d'une courte mission sur FI3S voire l'éventuel détachement d'un mi-temps d'un collègue du P.C.R.P. vers un Pôle Enregistrement. La Direction s'est dit aussi en recherche d'E.R.D. volontaires pour acquérir la compétence nécessaire. Le transfert de la gestion des successions (qualifiée de « *mission essentielle* » par M BLANCO dans la mesure où les futurs contrôles dépendront de la bonne alimentation de FI3S) pose également la question de la formation des nouveaux agents. L'exemple de Saint-Barnabé a été évoqué, antenne qui récupère la charge de travail des pôles de Saint-Barnabé, Aubagne et La Ciotat contre un seul agent supplémentaire.

A Salon, la mission FI3S devait être assurée par un cadre B affecté en S.I.E., or celui-ci est en charge spécifiquement de travaux de pur S.I.E.... M CASABIANCA s'est engagé à revoir la situation globale de ce service. Sur Borde, un vacataire sera recruté (si la Centrale débloque les crédits nécessaires en 2017) pour l'archivage I.S.F., tâche rendue difficile en raison de l'absence d'un des deux cadres C prévus au départ.

La question de l'accueil des usagers est également au cœur de la mise en place du P.C.R.P., qu'il s'agisse de la réception à propos des dossiers ou des questions complexes (T.V.A. immobilière, plus-values, campagne I.S.F., investissements locatifs, revenus étrangers...). La Direction propose la création de fiches techniques pour permettre aux collègues des accueils de renseigner les usagers directement (85% des cas selon la Direction) et la prise de rendez-vous par ces mêmes collègues pour les cas plus complexes restants. Solidaires a réclamé plus de précisions quant à l'organisation concrète de ce protocole afin d'offrir un cadre clair et simple à tous les agents. Les collègues des accueils (S.I.P.) seront chargés de rédiger une fiche de visite à transmettre au P.C.R.P. pour rappel et règlement du problème par téléphone ou prise de rendez-vous. Une nouvelle fois, Solidaires restera vigilant sur la mise en œuvre de ces « solutions » qui paraissent bien compliquées...

Ensuite, nous avons, dans un second temps, évoqué les questions d'installation matérielle posées par la mise en place du P.C.R.P.. En préambule, Solidaires Finances Publiques a réitéré la demande d'études ergonomiques faite lors du C.H.S.-C.T. du 21 juin. Nous attendons toujours l'étude sur plan du pôle ergonomie du Ministère, proposée par la Direction comme palliatif en réponse à cette demande...

Sur Salon, après quelques problèmes divers au départ, la sécurisation du site, malgré nos alertes répétées, demeure défailante. Il est intolérable que cette situation persiste.

Sur Aix, outre la question des horaires qui va probablement se régler par un vote des agents et/ou une automatisation de la porte d'entrée, les problèmes des trois collègues qui partagent un même bureau et celui du box de réception demeurent. Nous avons aussi réclamé la pose de stores et de filtres solaires.

Si M BLANCO affirme que « *l'objectif de la Direction est d'améliorer les conditions de travail des agents* » nous l'avons pris au mot en citant l'exemple de Borde : bureaux de moins de 16 m<sup>2</sup>, box de réception, armoires, vestiaires, fauteuils, consultation Internet, papier à imprimer... Solidaires a également insisté sur le cas des trois collègues isolés pendant la période transitoire entre le déménagement du P.C.E. et l'installation du P.C.R.P., et de la collègue D.F.E. qui ne part pas avec son mobilier.

Enfin, Solidaires a réclamé plus de clarté sur le calendrier des déménagements. Conscients des contraintes et des décalages techniques, il est cependant légitime pour les agents d'espérer le maximum de visibilité et de précision possibles.

Sur toutes ces problématiques, comme sur le reste des questions soulevées par les divers projets funestes des Directions régionale et générale, Solidaires Finances Publiques 13 entend bien rester, aux côtés des collègues, particulièrement vigilant. D'ors et déjà, nous appelons à la mobilisation massive de tous les agents de la DRFiP lors de la journée d'actions du 15 novembre prochain pour crier notre exaspération. Quelques soient les motifs d'inquiétude ou de colère, on ne lâche rien, on reprend tout !

**TOUS EN GREVE LE 15 NOVEMBRE !!!**